

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

Code géographique : 23072

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Manon Lemay, CPA, CA, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-05-02

Signature

Manon Lemay

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A119429

DATE 2015-05-02

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Verification de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	33 126 400	33 842 423	33 842 423	31 819 050
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 606 300	1 526 385	1 526 385	1 481 124
Quotes-parts	3				
Transferts	4	995 000	1 333 082	1 333 082	1 028 110
Services rendus	5	1 286 500	2 139 402	2 139 402	4 592 650
Imposition de droits	6	1 703 100	1 433 654	1 433 654	2 007 010
Amendes et pénalités	7	99 500	180 286	180 286	171 873
Intérêts	8	87 500	184 318	184 318	119 533
Autres revenus	9	5 000 000	2 588 147	2 588 147	3 393 196
	10	43 904 300	43 227 697	43 227 697	44 612 546
Investissement					
Taxes	11				
Quotes-parts	12				
Transferts	13	35 574 200	7 352 456	7 352 456	5 378 137
Autres revenus	14				
Contributions des promoteurs	15	100 000	1 195 001	1 195 001	1 900 053
Autres	16	1 200 000	1 450	1 450	78 375
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	17	36 874 200	8 548 907	8 548 907	7 356 565
	18	80 778 500	51 776 604	51 776 604	51 969 111
Charges					
Administration générale	19	23 867 200	23 727 216	229 835	22 139 181
Sécurité publique	20	335 500	252 497	252 497	393 076
Transport	21	3 510 300	3 838 810	2 617 349	7 610 991
Hygiène du milieu	22	2 685 750	2 207 214	1 208 317	3 780 250
Santé et bien-être	23	169 250	238 429	85 701	307 189
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 187 100	1 245 216	3 453	1 186 441
Loisirs et culture	25	6 338 000	6 123 911	982 454	6 687 201
Réseau d'électricité	26				
Frais de financement	27	2 045 000	2 243 594		1 861 005
Amortissement des immobilisations	28	5 521 200	5 137 109	(5 137 109)	
	29	45 659 300	45 013 996		43 965 334
Excédent (déficit) de l'exercice	30	35 119 200	6 762 608	6 762 608	8 003 777

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	35 119 200	6 762 608	8 003 777
Moins: revenus d'investissement	2 (	36 874 200 ) (	8 548 907 ) (	7 356 565)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 755 000)	(1 786 299)	847 212
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	5 521 200	5 137 109	4 435 218
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	5 521 200	5 137 109	4 435 218
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		319 967	333 958
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		319 967	333 958
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	150 000	305 236	202 104
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 771 400 ) (	3 702 654 ) (	3 587 581)
	18	(3 621 400)	(3 397 418)	(3 385 477)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	90 000 ) (	973 467 ) (	864 988)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	200 000		575 439
Excédent de fonctionnement affecté	21		1 785 000	133 333
Réserves financières et fonds réservés	22	(254 800)	(307 310)	(256 886)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(144 800)	504 223	(413 082)
	26	1 755 000	2 583 881	970 617
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		777 582	1 617 829

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	38 874 200	8 548 907	7 356 585
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	516 000)	(146 411)	(183 186)
Sécurité publique	3 ()))
Transport	4 (	28 775 400)	(13 346 393)	(6 297 630)
Hygiène du milieu	5 (	26 837 900)	(14 849 187)	(7 026 295)
Santé et bien-être	6 (	10 500)	(29 957)	(46 874)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	175 300)	(742 096)	(6 046)
Loisirs et culture	8 (	51 199 500)	(14 606 096)	(5 684 992)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	107 514 600)	(43 720 140)	(19 244 823)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	( 7 280)	(410 535)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	70 550 400	13 776 500	9 235 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	90 000	973 467	864 968
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			9 184
	18	90 000	973 467	874 152
	19	(38 874 200)	(28 977 453)	(9 546 206)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(20 428 546)	(2 189 641)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	6 377 700	6 998 843	5 942 560
Charges sociales	2	1 287 400	1 432 856	1 214 409
Biens et services	3	9 414 700	8 158 051	10 973 551
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 405 100	1 414 040	1 190 390
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	400	21 800	3 164
D'autres tiers	7	291 500	158 953	150 670
Autres frais de financement	8	348 000	648 801	516 781
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	20 666 400	20 617 600	19 117 275
Autres	10			
Autres organismes	11	270 300	368 379	368 114
Amortissement des immobilisations	12	5 521 200	5 137 109	4 435 218
Autres				
-	13	76 600	57 764	53 202
-	14			
-	15			
	16	45 659 300	45 013 996	43 965 334

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	33 126 400	33 842 423	31 819 050
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 606 300	1 526 385	1 481 124
Quotes-parts	3			
Transferts	4	36 569 200	8 685 538	6 406 247
Services rendus	5	1 286 500	2 139 402	4 592 650
Imposition de droits	6	1 703 100	1 433 654	2 007 010
Amendes et pénalités	7	99 500	180 286	171 873
Intérêts	8	87 500	184 318	119 533
Autres revenus	9	6 300 000	3 784 598	5 371 624
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	80 778 500	51 776 604	51 969 111
Charges				
Administration générale	12	24 176 000	23 957 051	22 139 181
Sécurité publique	13	335 500	252 497	393 076
Transport	14	6 375 100	6 456 159	7 610 991
Hygiène du milieu	15	3 901 450	3 415 531	3 780 250
Santé et bien-être	16	187 150	324 130	307 189
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 193 900	1 248 689	1 186 441
Loisirs et culture	18	7 445 200	7 116 385	6 687 201
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	2 045 000	2 243 594	1 861 005
	21	45 659 300	45 013 996	43 965 334
Excédent (déficit) de l'exercice	22	35 119 200	6 762 608	8 003 777
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		48 388 761	40 364 984
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		48 388 761	40 364 984
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		55 131 369	48 368 761

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	35 119 200	6 762 608	8 003 777
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(107 514 600)	(43 720 140)	(19 244 823)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	5 521 200	5 137 109	4 435 218
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(101 993 400)	(38 583 031)	(14 809 605)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		312 888	(76 578)
Variation des stocks de fournitures	9		(84 240)	66 323
Variation des autres actifs non financiers	10		35 172	(111 322)
	11		263 620	(121 577)
	12	(66 874 200)	(31 556 803)	(6 927 405)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(66 874 200)	(31 556 803)	(6 927 405)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(55 128 875)	(48 201 470)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(55 128 875)	(48 201 470)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(86 685 678)	(55 128 875)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	839 303	528 915
Placements temporaires	2	831 573	1 173 768
Débiteurs (note 5)	3	26 202 266	21 490 563
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	27 873 142	23 193 246
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	1 348 558	773 421
Emprunts temporaires (note 10)	11	47 946 615	26 648 272
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	12 372 103	7 927 643
Revenus reportés (note 12)	13	1 076 607	1 002 880
Dettes à long terme (note 13)	14	51 814 937	41 969 925
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	114 558 820	78 322 121
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(86 685 878)	(55 128 875)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	140 181 605	101 598 574
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 319 153	1 631 841
Stocks de fournitures	20	240 139	155 899
Autres actifs non financiers (note 17)	21	76 150	111 322
	22	141 817 047	103 497 636
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	55 131 369	48 368 761

Obligations contractuelles (note 18)
Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 762 808	8 003 777
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 137 109	4 435 218
Autres	3		
-	4		
	6	11 899 717	12 438 995
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(4 711 703)	(9 941 254)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	4 444 460	(639 165)
Revenus reportés	9	73 747	(1 565)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	312 688	(76 578)
Stocks de fournitures	12	(84 240)	66 323
Autres actifs non financiers	13	35 172	
	14	11 969 841	1 846 756
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(43 720 140)	(19 244 823)
Produit de cession	16		
	17	(43 720 140)	(19 244 823)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	342 195	(183 768)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	342 195	(183 768)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	15 051 900	9 235 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(5 054 312)	(5 020 116)
Variation nette des emprunts temporaires	25	21 298 343	11 243 030
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(152 576)	(69 196)
Autres	27		1 366 500
-	28		
	29	31 143 355	16 755 218
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(264 749)	(826 617)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (Insuffisance) au début de l'exercice			
	31	(244 506)	582 111
Trésorerie et équivalents de trésorerie (Insuffisance) à la fin de l'exercice			
	32	(509 255)	(244 506)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville a été reconstituée le 1er janvier 2006 suite au décret 962-2005 prévoyant la reconstitution de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au « Manuel de la présentation de l'information financière municipale » publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsque les demandes sont approuvées par le MAMROT;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à des créances;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires (encaisse et découvert bancaire).

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou du prix de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

1. Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La vie utile des immobilisations varie de cinq à quarante ans. Pour les immobilisations acquises dans l'année, aucun montant d'amortissement n'a été considéré selon une pratique courante dans le monde municipal.

2. Immobilisation en cours :

Ce poste comprend les dépenses en immobilisations effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets. Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville à ses employés non transférés de la Ville de Québec est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public nécessite l'utilisation d'estimations ainsi que la formulation d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des éléments d'actif et de passif présentés, les postes de revenus et de dépenses afférentes. Les secteurs importants des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations incluent les éléments de passif découlant de la provision pour contestation d'évaluation, la provision pour mauvaises créances, la provision pour réclamations et litiges en suspens et la durée de vie des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement. Par conséquent, les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1^{er} janvier 2013, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3410 Paiements de transferts. Ce nouveau chapitre établit les normes sur la façon de comptabiliser les paiements de transferts du point de vue tant du cédant que du bénéficiaire. L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	839 303	528 915
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	3 335 880	3 065 642
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	12 421 207	7 046 288
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	4 788 925	4 439 052
Organismes municipaux	8	1 503 943	1 705 364
Autres			
- Droits mutallon et comptes div	9	4 152 311	5 234 217
-	10		
	11	26 202 266	21 490 563
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	772 437	848 695
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	772 437	848 695
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	18		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 () ()	27 () ()
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 221 908	181 662
Autres régimes (REER et autres)	31 173 275	144 595
Régimes de retraite des élus municipaux	32 13 135	12 927
	33 <u>408 318</u>	<u>339 184</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

- 10. Emprunts temporaires**
La Ville dispose d'emprunts bancaires, d'un montant total autorisé de 151 780 841 \$, portant intérêt au taux préférentiel et échéant en juin 2021 et 2023 dont un montant de 47 946 615 \$ est utilisé au 31 décembre 2013. De ces emprunts autorisés, une somme de 22 000 000 \$ constitue une marge de crédit pour les opérations courantes dont un montant de 3 520 000 \$ est utilisé au 31 décembre 2013.

11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 5 988 154	3 396 275
Salaires et avantages sociaux	38 1 235 403	1 060 606
Dépôts et retenues de garantie	39 3 758 627	1 285 677
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Organismes municipaux	42 972 080	1 908 527
- Intérêts courus à payer	43 436 839	265 016
- Gouvernement du Québec	44	11 542
-	45	
-	46	
	47 <u>12 372 103</u>	<u>7 927 643</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	61 043	56 612
Transferts	49		
Autres			
- Autres	50	192 097	168 830
- Campagne de financement	51	823 467	777 618
	52	1 076 607	1 002 860

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

					2013	2012	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,12	3,94	2014	2043	53	48 664 000	35 559 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	220 457	299 859
Organismes municipaux	2,15	5,30	2014	2018	58	2 952 748	5 448 925
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres			2014	2014	60	533 333	1 066 686
					61	52 370 538	42 372 950
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(555 601)	(403 025)
					63	51 814 937	41 969 925

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2013			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2014	84	72	10 566 389	80	533 333	97	11 099 722	
2015	85	73	9 705 171	81	90	98	9 705 171	
2016	86	74	5 853 436	82	91	99	5 853 436	
2017	87	75	5 003 070	83	92	100	5 003 070	
2018	88	76	6 296 870	84	93	101	6 296 870	
2019 et +	89	77	14 412 289	85	94	102	14 412 289	
	70	78	51 837 205	86	95	533 333	103	52 370 538
Intérêts et frais accessoires				87		104		
	71	79	51 837 205	88	96	533 333	105	52 370 538

Note

	2013	2012	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(85 913 241)	(54 280 180)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(772 437)	(848 695)
Autres	108		
	109	(86 685 678)	(55 128 875)
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	13 100 357	138	8 816 482	165		192	21 916 849
Eaux usées	111	15 400 244	139	8 362 054	166		193	23 762 298
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	29 882 874	140	6 758 902	167		194	36 651 776
Autres	113	15 031 413	141	1 040 616	168		195	16 072 029
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	23 800 093	143	15 769 585	170		197	39 569 678
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	2 468 008	146	24 761	172		199	2 492 769
Ameublement et équipement de bureau	118	1 483 018	148	207 819	173		200	1 670 837
Machinerie, outillage et équipement divers	119	5 361 595	147	246 817	174		201	5 608 412
Terrains	120	2 608 429	148	378 060	175		202	2 986 489
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>109 126 031</u>	150	<u>41 605 106</u>	177		204	<u>150 731 137</u>
Immobilisations en cours	123	<u>13 225 102</u>	151	<u>2 115 034</u>	178		205	<u>15 340 136</u>
	124	<u>122 351 133</u>	152	<u>43 720 140</u>	179		206	<u>166 071 273</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	2 286 410	153	511 548	180		207	2 807 958
Eaux usées	126	2 999 396	154	607 667	181		208	3 607 063
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	8 182 808	155	1 737 579	182		209	9 920 387
Autres	128	2 733 818	156	845 326	183		210	3 579 144
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	2 661 842	158	852 340	185		212	3 514 282
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	673 498	160	161 153	187		214	834 651
Ameublement et équipement de bureau	133	463 346	161	135 648	188		215	598 994
Machinerie, outillage et équipement divers	134	741 341	162	285 848	189		216	1 027 189
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>20 752 559</u>	164	<u>5 137 109</u>	191		218	<u>25 889 668</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>101 598 574</u>					219	<u>140 181 605</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	()	224	()	226	()	228	()
Valeur comptable nette	222						229	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231	865 651	971 722
Autres	232	453 502	660 119
	233	1 319 153	1 631 841
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	1 319 153	1 631 841
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	63 448	62 972
Frais reportés			
- Dépenses reportées	237	12 702	48 350
	238		
	239	76 150	111 322
Note			

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 7 052 864 \$. Pour honorer ces engagements, la Ville devrait prévoir, pour les prochains exercices, les sommes suivantes :

2014	4 962 101 \$
2015	770 625 \$
2016	624 047 \$
2017	391 697 \$
2018	304 394 \$

	Échéance des contrats	Solde de l'engagement au 31-12-2013
Inspection boîtes de service	2014	29 408 \$
SPA	2014	22 782 \$
Contrat déneigement	2014	5 250 \$
Cotisation association prof.	2014	17 307 \$
Accueil piste ski de fond	2014	10 535 \$
Honoraires activités de loisirs	2014	6 380 \$
Reliure de volumes	2014	46 217 \$
Aides financières	2014	96 500 \$
Autres honoraires	2014	496 202 \$
Achat matériaux	2016	732 238 \$
Contrats pour CCJMR	2014	633 731 \$
Location espace	2015	132 798 \$
Assurances collectives	2018	1 268 960 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Assurances générales	2014	215 849 \$
Contrat de marquage de rues	2014	90 692 \$
Contrat lignes télép.	2015	14 261 \$
Location de photocopieurs	2016	23 485 \$
Vidange des fosses septiques	2014	42 651 \$
Nettoyage de puisards	2016	73 038 \$
Déplacement lignes	2014	1 816 892 \$
Honoraires journal	2015	104 830 \$
Contrat matériaux secs	2015	114 969 \$
Collecte d'ordures ménagères	2015	154 250 \$
Contrat collecte mat. recyclables	2015	251 901 \$
Location terrain soccer	2017	459 900 \$
Location de matériel	2014	48 969 \$
Fourniture de matériel	2014	89 821 \$
Autres contrats	2014	53 048 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

De plus, la Ville se porte caution en faveur d'un organisme à but non lucratif pour un montant de 2 600 000 \$ pour la construction d'un stade de soccer intérieur.

b) Auto-assurance

La Ville a établi un programme d'auto-assurance dans le cadre d'un plan de versement pour indemnité de salaire, pour une période de vingt-sept semaines. Les dix-sept premières semaines font l'objet d'un partenariat avec le programme de prestations supplémentaires d'assurance-emploi.

c) Poursuites

La Ville a fait l'objet de poursuites et une provision de 250 000 \$ a été comptabilisée au rapport financier au 31 décembre 2013 concernant des litiges pour des travaux divers. De plus, au 31 décembre 2013, les réclamations pendantes non provisionnées contre la Ville s'élèvent à 700 000 \$. La Ville conteste le bien-fondé de ces réclamations pour lesquelles elle n'a inscrit aux livres aucun montant.

d) Autres

Protection de l'environnement

Les activités de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de la direction, la Ville est exploitée en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

À compter de l'année 2013, les intérêts payés pour des emprunts temporaires concernant des immobilisations fonctionnelles doivent être présentés comme dépenses constatées à taxer ou à pourvoir à la demande du MAMROT. Les sommes présentées aux rapports financiers des années 2011 et 2012 ont fait l'objet d'un reclassement. Le poste Investissement net dans les immobilisations et autres actifs de l'excédent cumulé a été augmenté de 409 888 \$ et le poste Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir a diminué d'un montant équivalent. De plus, un redressement aux exercices antérieurs a été constaté au cours de l'année 2013 afin de tenir compte que des dépenses d'investissement pour un montant de 6 793 \$ ont été financées.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville le 17 décembre 2012.

22. Instruments financiers

23. Frais quote-part d'agglomération

Au cours des années 2008 à 2013, la Ville a versé un montant de 97 882 032 \$ pour des frais de quotes-parts d'agglomération incluant un montant pour des intérêts allégués. La Ville en a fait le paiement sans préjudice, ni admission de sa part quant au bien-fondé de la réclamation de la Ville de Québec. Une somme de 20 265 052 \$, en voie d'amendement à la hausse, est actuellement réclamée par la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures devant la Cour supérieure du Québec pour les années 2008 à 2013.

24. Fonds de roulement

La Ville a un fonds de roulement dont le montant autorisé est de 2 000 000 \$. Au cours des prochaines années, la Ville devra rembourser la partie qui est utilisée au 31 décembre 2013, soit 1 478 005 \$.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 811 254	1 818 672
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 864 972	557 662
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (715 124) (
Financement des investissements en cours	4 (34 893 058)	(14 457 719)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 89 063 325	60 450 146
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 55 131 389	48 368 761

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18	
-	19	
-	20	
-	21	

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
-	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	521 995	266 421
Fonds parcs et terrains de jeux	29	317 308	262 494
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	25 669	24 680
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32		4 067
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
-	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38	864 972	557 662
	39	864 972	557 662

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres		
- Reclassement Financ. à LT	48 (409 888) ()	()
-	49 () ()	()
	50 (409 888) ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (305 236) ()	()
	52 (715 124) ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 3 610 910	3 791 389
Investissements à financer	54 (38 503 968) (18 249 118)	()
	55 (34 893 058)	(14 457 719)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 140 181 605	101 598 574
Propriétés destinées à la revente	57 1 319 153	1 631 841
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 141 500 758	103 230 415
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 51 814 937	41 869 925
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 555 801	403 025
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (772 437) (848 695)	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () ()	()
	66 51 598 101	41 524 255
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67 839 332	1 256 014
	68 52 437 433	42 780 269
	69 89 063 325	60 450 148

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

2013

2012

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 5

Description des régimes et autres renseignements

Lors de la défusion le 1er janvier 2006, des employés de la Ville de Québec ont été transférés à la nouvelle Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. L'obligation du nouvel employeur était de conférer des avantages sociaux équivalents aux employés transférés.

Au courant de l'année 2007, un régime de retraite à cotisations déterminées simplifié a été instauré pour certaines catégories d'emplois (manuels, brigadiers scolaires et surveillants). Le 1er mars 2009, un nouveau régime de retraite pour le groupe des fonctionnaires est créé. Le taux de l'employé et l'employeur est de 7 %. La Ville doit continuer à cotiser au régime de retraite de la Ville de Québec pour un employé cadre selon les exigences du décret de défusion.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Description des régimes et autres renseignements

Pour l'année 2013, les sommes versées par l'employeur représente 18 245 \$ et pour 2012 une somme de 9 681 \$. Ces montants sont inclus dans les chiffres présentés plus bas

Charge de l'exercice	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations de l'employeur	69 <u>221 908</u>	<u>181 662</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville a instauré un REER individuel et un REER collectif pour ses employés cadres.

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>173 275</u>	<u>144 595</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
93 Non

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94	<u>1</u>	<u>1</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM	95	<u>3 898</u>	<u>3 836</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	96	13 135	12 927
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97		
	98	<u>13 135</u>	<u>12 927</u>

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale		
Dette à long terme	1	52 370 538
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	38 503 968
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	25 689
Débiteurs	8	772 437
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	90 076 400
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	16	90 076 400
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	90 076 400
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	26 777 836
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	116 854 236
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TAXES		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	28 601 900	29 282 362	27 473 964
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	17 790	18 213	16 914
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	28 619 690	29 300 575	27 490 878
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	920 000	966 803	928 713
Égout	11	873 500	897 125	855 071
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	2 201 000	2 143 338	2 038 244
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	512 210	534 782	506 144
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	4 506 710	4 541 848	4 328 172
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	4 506 710	4 541 848	4 328 172
	26	33 126 400	33 842 423	31 819 050

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27	25 866	23 445
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31	25 866	23 445
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32	49 000	44 369
Cégeps et universités	33	909 200	820 244
Écoles primaires et secondaires	34	611 500	558 181
	35	1 569 700	1 420 794
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	1 569 700	1 416 107
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	36 600	36 885
	50	36 600	36 885
	51	1 606 300	1 481 124

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		3 000
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voierie municipale	57	9 000	39 624
Enlèvement de la neige	58		9 267
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	8 577	
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	8 577	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79	38 939	39 432
Sécurité du revenu	80		
Autres	81	12 500	
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	1 500	1 500
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	55 400	74 064
Autres	88	36 500	35 763
Réseau d'électricité	89		
	90	102 400	163 026
		167 297	163 026

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voie municipale	96	34 641	51 185
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	9 857 900	1 853 310
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	9 856 300	3 201 122
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123	5 424 164	
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	15 690 000	390 940
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127	170 000	272 520
Réseau d'électricité	128		
	129	35 574 200	7 352 456
			5 378 137

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	642 600	956 352	642 600
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	250 000	209 433	222 484
	138	892 600	1 165 785	865 084
TOTAL DES TRANSFERTS	139	36 569 200	8 685 538	8 406 247

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		334 368
Autres	147		
	148		334 368
Transport			
Réseau routier			
Voierie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	14 459	60 000
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	14 459	60 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156		
Réseaux d'égout	157		
Réseaux d'égout			
Matières résiduelles	158		
Déchets domestiques et assimilés			
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	159		
Tri et conditionnement	160		
Autres	161		
Autres			
Autres	162		
Cours d'eau	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		13 850
Autres	166		
	167		13 850
Santé et bien-être			
Logement social			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités récréatives	176	60 000	57 979
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	60 000	57 979
Réseau d'électricité			
Réseau d'électricité	180		
	181	60 000	466 197

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	31 500	30 657	17 159
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	205 200	506 128	2 015 752
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	155 000	425 851	861 872
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	117 300	115 566	106 092
Loisirs et culture	193	717 500	967 539	1 125 578
Réseau d'électricité	194			
	195	1 226 500	2 045 741	4 128 453
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 286 500	2 138 402	4 592 650
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	103 100	115 376	131 140
Droits de mutation immobilière	198	1 600 000	1 318 278	1 875 575
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			295
	201	1 703 100	1 433 654	2 007 010
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	99 500	180 286	171 873
INTÉRÊTS	203	87 500	184 318	119 533
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	5 000 000	2 533 254	3 174 935
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	100 000	1 195 001	1 900 053
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210	1 200 000	56 343	296 636
	211	6 300 000	3 784 598	5 371 624

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	301 600	294 229	294 229	285 492
Application de la loi	2	53 200	63 212	63 212	53 629
Gestion financière et administrative	3	22 193 300	22 151 733	229 835	20 675 563
Greffé	4	687 400	646 080	646 080	496 317
Évaluation	5	101 900	107 083	107 083	91 894
Gestion du personnel	6	524 600	464 879	464 879	535 296
Autres	7	5 000			
	8	23 867 200	23 727 216	229 835	23 957 051
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	18 200	28 430	28 430	10 496
Sécurité incendie	10	3 200	1 500	1 500	1 545
Sécurité civile	11	115 100	37 321	37 321	192 033
Autres	12	199 000	185 246	185 246	189 002
	13	335 500	252 497	252 497	393 076
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 579 500	1 815 784	2 391 162	5 268 275
Enlèvement de la neige	15	1 453 800	1 671 345	226 187	1 906 824
Éclairage des rues	16	233 900	235 589	235 589	246 049
Circulation et stationnement	17	243 100	116 092	116 092	189 843
Transport collectif					
Transport en commun	18				
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	3 510 300	3 838 810	2 617 349	6 456 159
					7 610 991

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24	815 800	636 776	1 179 411	1 292 383
Traitement des eaux usées	25			54 280	54 280
Réseaux d'égout	26	607 900	438 967	1 014 118	1 365 912
Matériaux résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	27	676 350	613 767	613 767	600 126
Collecte et transport	28				
Élimination					
Matériaux recyclables					
Collecte sélective	29		203 746	239 997	336 694
Collecte et transport	30	210 800			
Tri et conditionnement					
Matériaux organiques	31	75 000	58 141	58 141	
Collecte et transport	32				
Traitement	33	80 000			
Matériaux secs	34	20 500	14 272	14 272	
Autres	35				
Plan de gestion	36				
Autres	37	70 600	111 883	111 883	84 479
Cours d'eau	38	128 800	129 662	129 662	46 376
Protection de l'environnement	39				
Autres	40	2 685 750	2 207 214	3 415 531	3 790 250
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41		34 437	34 437	55 442
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	169 250	203 982	289 693	251 747
	44	169 250	238 429	324 130	307 189
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	914 600	726 995	730 448	716 126
Rénovation urbaine	46				
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens					
Promotion et développement économique	48	272 500	518 221	518 221	470 315
Industries et commerces	49				
Tourisme	50				
Autres	51				
Autres	52	1 187 100	1 245 216	1 248 669	1 186 441

Déposé le "2014-05-06"

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) [les exigences légales].

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A119429

DATE 2014-05-02

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	33 842 423
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	
Total partiel		4	<u>33 842 423</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	20 754	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 708 759	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10 <u>8 729 513</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>25 112 910</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>2 494 755 377</u>
Évaluation des Immeubles Imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>2 602 621 503</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) + 2	3	<u>2 548 688 440</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>25 112 910</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 548 688 440</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[] [] , [9] [8] [5] [3] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) + 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	10 165 800	8 572 193	3 303 837
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	16 642 100	8 213 027	2 961 602
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	22 837 900	10 922 686	3 761 267
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	2 941 300		1 804 423
Aires de stationnement	9	50 000		
Parcs et terrains de jeux	10	1 283 000	1 384 162	759 517
Autres infrastructures	11	2 837 000	3 032 989	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	411 500		395 826
Édifices communautaires et récréatifs	14	49 678 500	12 751 967	2 533 836
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	131 500	24 761	361 423
Ameublement et équipement de bureau	18	181 900	202 600	242 655
Machinerie, outillage et équipement divers	19	574 100	237 695	888 227
Terrains	20		378 060	2 232 210
Autres	21			
	22	107 514 600	43 720 140	19 244 823

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		980 797	2 360 803
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		4 318 318	2 673 434
Autres infrastructures	27		7 838 503	6 072 959
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		5 591 396	943 034
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		3 894 709	288 168
Autres infrastructures	32		7 501 334	252 248
Autres immobilisations	33		13 595 083	6 654 177
	34		43 720 140	19 244 823

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	35 559 500	15 051 900	1 947 400	48 664 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	299 859		79 402	220 457
Organismes municipaux	4	5 448 925		2 494 177	2 952 748
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	1 066 666		533 333	533 333
	7	42 372 950	15 051 900	5 054 312	52 370 538
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	4 067	25 669	4 067	25 669
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 603 968	3 660 064	587 900	6 676 132
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	36 549 720	11 462 492	3 115 912	44 896 300
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	40 157 755	15 148 225	3 707 879	51 598 101
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	848 695		76 258	772 437
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	848 695		76 258	772 437
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	848 695		76 258	772 437
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	848 695		76 258	772 437
	26	41 006 450	15 148 225	3 784 137	52 370 538
Dettes en cours de refinancement	27	(1 366 500))		1 366 500 ()
	28	42 372 950	15 148 225	5 150 837	52 370 538

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	20 666 400	20 617 600	19 117 275
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	20 666 400	20 617 600	19 117 275

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1	28,00	1 916 401	478 710	2 395 111
Professionnels	2	7,30	451 867	75 570	527 237
Cols blancs	3	61,60	2 295 920	435 130	2 731 050
Cols bleus	4	80,40	2 619 401	503 133	3 122 534
Policiers	5				
Pompiers	6				
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				
Élus	8	177,30	7 283 389	1 492 543	8 775 932
	9	7,00	219 636	28 671	248 307
	10	184,30	7 503 025	1 521 214	9 024 239

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
	Fonctionnement	Investissement	
Transport en commun	11		
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		
Réseau de distribution de l'eau potable	13	8 577	267 860
Traitement des eaux usées	14		
Réseaux d'égout	15	8 577	170 931
Autres	16	147 143	7 015 530
	17	164 297	7 454 321
		1 066 920	8 685 538

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINE LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	Charges avant amortissement		+ =	Amortissement des immobilisations		Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être									
Logement social	157	34 437	172	167	34 437	208	217	34 437	232
Sécurité du revenu	168		178	188		203	218		233
Autres	159	203 992	176	188	289 693	284	218	289 693	284
									319
Aménagement, urbanisme et développement									
Aménagement, urbanisme et zonage	161	726 965	176	3 453	730 448	206	221	705 278	258
Rénovation urbaine	162		177	182		207	222		237
Promotion et développement économique	163	518 221	178	188	518 221	208	224	427 825	235
Autres	184		179	194		208	224		235
									319
Loisirs et culture									
Activités récréatives	165	1 245 216	180	3 453	1 248 669	210	225	1 133 103	240
Activités culturelles	166	4 618 283	181	859 669	5 477 952	211	228	4 480 384	231
Bibliothèques	167	952 137	182	62 894	1 014 831	212	227	1 001 594	242
Autres	168	553 491	183	70 091	623 582	213	228	587 646	243
									448 741
Réseau d'électricité									
	170		185	200		213	229		245
	171	37 633 293	186	5 137 109	42 770 402	216	221	40 631 000	248
									2 243 594

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013***Non audité*

		2013	2012
Rémunération	1	504 382	259 619
Charges sociales	2	88 358	50 296
Biens et services	3	42 763 049	18 828 294
Frais de financement	4	364 351	106 614
Autres	5		
	6	43 720 140	19 244 823

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Solde au début de l'exercice	1 818 672	776 282
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement		
Solde redressé au début de l'exercice	1 818 672	776 282
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	777 582	1 617 829
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		(575 439)
Activités d'investissement		
Excédent de fonctionnement affecté	(1 785 000)	
Réserves financières et fonds réservés		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Financement des investissements en cours		
	(1 007 418)	1 042 390
Solde à la fin de l'exercice	811 254	1 818 672
Excédent de fonctionnement affecté		
Solde au début de l'exercice		133 333
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement		
Solde redressé au début de l'exercice		133 333
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	(1 785 000)	(133 333)
Activités d'investissement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 785 000	
Financement des investissements en cours		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
		(133 333)
Solde à la fin de l'exercice		
Réserves financières et fonds réservés		
Solde au début de l'exercice	557 882	309 960
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement		
Solde redressé au début de l'exercice	557 662	309 960
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	307 310	256 886
Activités d'investissement		(9 184)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Financement des investissements en cours		
	307 310	247 702
Solde à la fin de l'exercice	864 972	557 882

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(409 888)	
Solde redressé au début de l'exercice	34	(409 888)	()
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	305 236	()
	43	305 236	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46		
Solde à la fin de l'exercice	47	(715 124)	()
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(14 457 719)	(12 268 078)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	(6 793)	
Solde redressé au début de l'exercice	50	(14 464 512)	(12 268 078)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	(20 428 546)	(2 189 641)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54		
	55	(20 428 546)	(2 189 641)
Solde à la fin de l'exercice	56	(34 893 058)	(14 457 719)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	60 450 146	51 413 487
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	6 793	
Solde redressé au début de l'exercice	59	60 456 939	51 413 487
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	28 606 386	9 036 659
Solde à la fin de l'exercice	63	89 063 325	60 450 146

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	6	<u>2 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÉGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements de fonctionnement	Activités de Réglements d'emprunt fermés Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	8	9	10	11	12	13	14
Montant non réservé							
Montant réservé pour le service de la dette	4 067	9	10	11	12	4 067 13	14
	15	4 067 16	17	18	19	4 067 20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales**

Du 100 \$ d'évaluation

1	Taxe foncière générale (taux unique)	[] . [] [] [] [] \$
	Taxe foncière générale (taux variés)	
2	Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	[0] . [7] [7] [8] [5] \$
3	Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	[0] . [7] [7] [8] [5] \$
4	Catégorie des immeubles non résidentiels	[3] . [0] [8] [3] [5] \$
5	Catégorie des immeubles industriels	[2] . [9] [3] [8] [0] \$
6	Catégorie des terrains vagues desservis	[1] . [5] [5] [7] [0] \$
7	Catégorie des immeubles agricoles	[0] . [7] [7] [8] [5] \$
	<hr/>	
8	Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	[] . [] [] [] [] \$
	Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
9	Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	[] . [] [] [] [] \$
10	Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	[] . [] [] [] [] \$
11	Catégorie des immeubles non résidentiels	[] . [] [] [] [] \$
12	Catégorie des immeubles industriels	[] . [] [] [] [] \$
13	Catégorie des terrains vagues desservis	[] . [] [] [] [] \$
14	Catégorie des immeubles agricoles	[] . [] [] [] [] \$
	<hr/>	
15	Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	[] . [] [] [] [] \$
	Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
16	Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	[] . [] [] [] [] \$
17	Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	[] . [] [] [] [] \$
18	Catégorie des immeubles non résidentiels	[] . [] [] [] [] \$
19	Catégorie des immeubles industriels	[] . [] [] [] [] \$
20	Catégorie des terrains vagues desservis	[] . [] [] [] [] \$
21	Catégorie des immeubles agricoles	[] . [] [] [] [] \$
	<hr/>	
22	Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	[] . [] [] [] [] \$
	Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
23	Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	[] . [] [] [] [] \$
24	Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	[] . [] [] [] [] \$
25	Catégorie des immeubles non résidentiels	[] . [] [] [] [] \$
26	Catégorie des immeubles industriels	[] . [] [] [] [] \$
27	Catégorie des terrains vagues desservis	[] . [] [] [] [] \$
28	Catégorie des immeubles agricoles	[] . [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(Montant fixe)**Par unité de logement**

Eau	1	<u>1</u> <u>0</u> <u>5</u> , <u>0</u> <u>0</u> \$
Égout	2	<u> </u> <u>9</u> <u>0</u> , <u>0</u> <u>0</u> \$
Eau et égout	3	<u> </u> <u> </u> <u> </u> , <u> </u> <u> </u> \$
Traitement des eaux usées	4	<u> </u> <u> </u> <u> </u> , <u> </u> <u> </u> \$
Matières résiduelles	5	<u>1</u> <u>9</u> <u>0</u> , <u>0</u> <u>0</u> \$
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	<u> </u> <u> </u> , <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u> %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarification matières résiduelles		7	Différentes catégories selon mètre cube d'eau
Tarification eau et égouts - commerces		7	
Règlement 167	,2815	2	
Règlement 829-92	39,5124	4	
Règlement 830-92	70,6151	4	
Règlement 856-92	542,1742	4	
Règlement 878-93	407,9105	4	
Règlement 1019-95	462,4062	4	
Règlement 1027-95	544,9672	4	
Règlement 1068-96	1 532,9593	4	
Règlement 1088-96	561,0033	4	
Règlement 1090-96	,1303	2	
Règlement 1083-98	276,4146	4	
Règlement 1094-96	370,5353	4	
Règlement 98-1168	271,2408	4	
Règlement 2000-1210	549,8312	4	
Règlement 2000-1233	232,2401	4	
Règlement 2000-1250	239,7073	4	
Règlement 1266	229,2264	4	
Règlement 1320	734,0681	4	
Règlement 1310	629,6184	4	
Règlement 1306	612,0692	4	
Règlement 1253	,0290	2	
Règlement 1253	,9514	2	
Règlement 1253	1 335,2788	4	
Règlement 1253	1 299,4942	4	
Règlement 1340	904,7207	4	
Règlement 1319	,2480	1	
Règlement M04-0705	34,8331	7	mètre carré moyen
Règlement RVSAD 2006-009	805,1563	4	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement RVSAD 2008-097	,3600	1	
Règlement RVSAD 2008-111	1 032,8565	4	
Règlement RVSAD 2008-129	303,1444	4	
Règlement RVSAD 2011-278	3 288,5600	4	Lot 4427079
Règlement RVSAD 2011-278	2 503,5300	4	Lot 4344264
Règlement RVSAD 2011-278	3 027,9100	4	Lot 4433265
Taxe de secteur -Dénégement rue Vitrier	12,0000	3	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les Instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 84.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	198 183	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 200 Route de Fossambault
(no) (rue)
Saint-Augustin-de-Desmaures QC G1P 2S8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 878-4662 5301
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.lemay@ville.st-augustin.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Manon Lemay, CPA, CA

Téléphone (418) 878-4662 5301
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.lemay@ville.st-augustin.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette S.E.N.C.R.L.

Titre Soc. de comptables professionnels agréés

Adresse 200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois
(no) (rue)
Québec QC G1W 5C4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 653-4431
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 656-0800
(ind. rég.) (numéro)

Courriel helene.michel@mallette.ca

Responsable du dossier Hélène Michel, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3
.....

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Manon Lemay, CPA, CA, atteste que le rapport financier de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-05-05.

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Augustin-de-Desmaures consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Augustin-de-Desmaures détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 6 762 608 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ,9853 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-06-12 16:19:10

Date de transmission au Ministère : 2014/05/06

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2013

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier
déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer
à ce rapport financier.*

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	43 904 300	43 227 697	44 612 546
Investissement	2	36 874 200	8 548 907	7 356 565
	3	80 778 500	51 776 604	51 969 111
Charges	4	45 659 300	45 013 996	43 965 334
Excédent (déficit) de l'exercice	5	35 119 200	6 762 608	8 003 777
Moins : revenus d'investissement	6 (	36 874 200 ) (	8 548 907 ) (	7 356 565)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 755 000)	(1 786 299)	647 212
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	5 521 200	5 137 109	4 435 218
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	150 000	305 236	202 104
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 771 400 ) (	3 702 654 ) (	3 587 581)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	90 000 ) (	973 467 ) (	864 968)
Excédent (déficit) accumulé	12	(54 800)	1 477 690	451 886
Autres éléments de conciliation	13		319 967	333 958
	14	1 755 000	2 563 881	970 617
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		777 582	1 617 829

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Actifs financiers			
Débiteurs	1	26 202 266	21 490 563
Autres	2	1 670 876	1 702 683
	3	27 873 142	23 193 246
Passifs			
Dette à long terme	4	51 814 937	41 969 925
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	62 743 883	36 352 196
	7	114 558 820	78 322 121
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(86 685 678)	(55 128 875)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	140 181 605	101 598 574
Autres	10	1 635 442	1 899 062
	11	141 817 047	103 497 636
Excédent (déficit) accumulé	12	55 131 369	48 368 761

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	811 254	1 818 672
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23		
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	864 972	557 682
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	715 124) ()
Financement des investissements en cours	27	(34 893 058)	(14 457 719)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	89 063 325	60 450 146
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	55 131 369	48 368 761

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	33 126 400	33 842 423	31 819 050
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 606 300	1 528 385	1 481 124
Quotes-parts	3			
Transferts	4	995 000	1 333 082	1 028 110
Services rendus	5	1 286 500	2 139 402	4 592 650
Autres	6	6 890 100	4 388 405	5 691 612
	7	43 904 300	43 227 697	44 612 546
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	35 574 200	7 352 456	5 378 137
Autres	11	1 300 000	1 196 451	1 978 428
	12	36 874 200	8 548 907	7 356 565
	13	80 778 500	51 776 604	51 989 111

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	101 900	107 083	107 083	91 894
Autres	2	23 765 300	23 620 133	23 849 968	22 047 287
Sécurité publique					
Police	3	18 200	28 430	28 430	10 496
Sécurité incendie	4	3 200	1 500	1 500	1 545
Autres	5	314 100	222 567	222 567	381 035
Transport					
Réseau routier	6	3 510 300	3 838 810	2 617 349	7 610 991
Transport collectif	7				
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	1 423 700	1 075 743	1 172 066	2 247 809
Matières résiduelles	10	1 062 650	889 926	36 251	936 820
Autres	11	199 400	241 545	241 545	130 855
Santé et bien-être	12	169 250	238 429	85 701	307 189
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	914 600	726 995	3 453	716 126
Promotion et développement économique	14	272 500	518 221		470 315
Autres	15				
Loisirs et culture	16	6 338 000	6 123 911	992 454	6 687 201
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	2 045 000	2 243 594		1 861 005
Amortissement des immobilisations	19	5 521 200	5 137 109	(5 137 109)	
	20	45 659 300	45 013 996	45 013 996	43 965 334

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3